

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

RUE DU GRAND MARAIS
59500 Frais Marais

Références : 2025-V1-238
Code AIOT : 0007000607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 875 RUE DU GRAND MARAIS FRAIS MARAIS 59500 DOUAI. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2024 de la DREAL Hauts-de-France.

Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courrier du 22/10/2024.

Le thème de l'inspection porte sur la gestion des presque accidents ou des incidents et en particulier :

1. La détection et la remontée des événements,
2. La détection et la remontée des défaillances et anomalies des MMR,
3. Les modalités de priorisation, d'analyse de ces différents types d'événements,

- d'identification des causes, de définition des actions correctives, de vérification de l'efficacité de ces actions,
4. Les modalités de déclaration des incidents et accidents à l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 875 RUE DU GRAND MARAIS FRAIS MARAIS 59500 DOUAI
- Code AIOT : 0007000607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ALFI exploite sur le site de Douai Frais-Marais :

- des installations de fabrication de protoxyde d'azote à partir de nitrate d'ammonium, à usage industriel et médical ;
- des installations d'épuration et de conditionnement d'hydrogène gazeux, reçu sur le site par canalisation, principalement à usage industriel ainsi que pour la mobilité.

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	Demande d'action corrective	6 mois
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	Demande d'action corrective	6 mois
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des incidents		
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'inspection des installations classées relatif à l'organisation du retour d'expérience et de la communication des incidents/accidents ont conduit à formuler deux demandes d'action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Existence SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) au sens de l'arrêté du 26/05/2014 est inclus dans le système de management global du groupe appelé IMS (Industrial Management System). Il existe une grille de correspondance permettant de relier chaque item du SGS aux processus et procédures de ce système. Le fichier fait également apparaître la date de la prochaine révision des procédures et les liens vers les outils de gestion pour chaque item.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les

enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un cahier de consignes pour le personnel d'exploitation et une fiche d'anomalie qui permet de faire remonter à la hiérarchie toute situation anormale. Les quarts d'heure sécurité quotidiens permettent de rappeler et inciter à la remontée d'information par tous les personnels.</p> <p>Le cahier de consignes a été vu dans la salle de supervision lors de la visite.</p> <p>Tous les incidents font l'objet d'un enregistrement dans un outil informatique partagé (REACT) afin d'être hiérarchisés et analysés et les actions définies sont suivies dans le logiciel AMELIE. A noter qu'il est prévu un basculement du logiciel REACT vers le logiciel INTELEX en fin d'année 2024.</p> <p>La gestion des accidents et des incidents est définie dans la procédure Groupe "IMS GP 14 Rapports et enquête sur les incidents" déclinée à l'échelle nationale dans la procédure "Traitement des accidents et des incidents" 0-IM-07-14 révision 004.</p> <p>Le processus de traitement des incidents/accidents est précisé à l'annexe 1 de la procédure 0-IM-07-14 et la hiérarchisation des incidents s'effectue selon un logigramme (0-IM-07-14 - annexe 2). La hiérarchisation utilisée par le groupe Air Liquide ne prend pas en compte les critères de l'échelle européenne permettant de caractériser les accidents majeurs au sens de la directive n° 2012/18/UE du 04/07/12.</p> <p>Le logiciel REACT permet de filtrer la liste des événements par site et une revue des événements encore en cours d'investigations est réalisée tous les mois.</p> <p>L'inspection a demandé à présenter le dossier de suivi de l'incident du 08/08/2024 relatif à une fuite de H2 sur une semi-remorque en cours de conditionnement. Le dossier comprend la catégorisation et la description de l'événement, les actions conservatoires immédiates et leur statut, le déroulement de l'événement dans le temps, les investigations menées et l'analyse des causes et enfin le plan d'action. Le jour de l'inspection, l'événement était encore en cours d'investigations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intégrera les critères de caractérisation des accidents majeurs au sens de la directive n° 2012/18/UE du 04/07/12 dans ses procédures de gestion des accidents et des incidents.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Risques accidentels, MMR : suivi des défaillances de MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les</p>

actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.

Constats :

La gestion des anomalies et des défaillances des mesures de maîtrise des risques est définie dans la procédure "Gestion des Eléments Importants pour la Sécurité (EIS) et des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)" 0-IT.COM.016 révision 00. Les anomalies et défaillances des MMR et des EIS sont traitées de manière identique et dénommées "événement EIS". La procédure précise les événements EIS devant faire l'objet d'un enregistrement et d'une analyse. L'exploitant ne fait pas de distinction entre anomalie et défaillance des MMR dans la procédure.

Les événements EIS sont gérés selon la procédure "Traitement des accidents et des incidents" 0-IM-07-14 révision 004 (enregistrement, analyse et suivi).

Le logiciel REACT permet d'indiquer si l'événement concerne une MMR (case à cocher). D'après l'exploitant, le dernier événement recensé sur une MMR a eu lieu le 11 novembre 2023 sur une sonde de température défaillante.

L'analyse des causes a permis d'identifier l'absence :

- de remontée d'alarme visuelle ou sonore pour une valeur aberrante,
- d'indication que l'équipement en défaut est un équipement important pour la sécurité (EIS),
- de valeur de gestion pour des valeurs inférieures au seuil autorisé.

L'exploitant a pris en compte le retour d'expérience de cet événement en mettant en place un seuil bas de température avec report d'alarme et en vérifiant le mode défaillance des autres sondes de température sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les MMR, les procédures et outils associés méritent d'évoluer de manière à identifier s'il s'agit d'une défaillance ou d'une anomalie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et analyse des causes des événements

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu

de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme

Constats :

La procédure "Traitement des accidents et des incidents" 0-IM-07-14 révision 004 précise à l'annexe 4 les types d'incidents devant être déclarés à l'administration.

En date de l'inspection, le dernier événement porté à la connaissance de l'administration est une fuite de H2 sur une semi-remorque en cours de conditionnement qui a eu lieu le 08/08/2024. Le rapport d'incident n'a pas encore été communiqué car les investigations sont encore en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées le rapport d'incident relatif à la fuite de H2 sur une semi-remorque en cours de conditionnement qui a eu lieu le 08/08/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7

Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation d'audits

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

Constats :

La Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) du site précise qu'une autoévaluation sécurité, environnement et sureté est réalisée une fois par an. Les résultats de l'autoévaluation de l'année 2023 ont été communiqués.

Des audits internes du SMI sont programmés périodiquement pour évaluer l'efficacité du système de gestion de la sécurité et le respect des objectifs fixés. Les écarts sont pris en compte et suivis. Un programme d'audit permet de planifier les audits (date et référentiel) et de suivre leur statut (réalisé, reporté, à planifier). Le dernier audit en lien avec le SGS a eu lieu le 08/11/2023 et portait sur les EIS.

Type de suites proposées : Sans suite